

CHRONOLOGIE-CHYPRE

(1er décembre 1998 - 31 mars 1999)

6 décembre: Élections législatives en zone occupée de Chypre ("République turque de Chypre nord"). Ervis Eroglu "Premier ministre" sortant forme un nouveau gouvernement.

29 décembre: Le Président Clérides annonce que Chypre renonce à déployer sur son territoire les missiles S-300 achetés à la Russie. A la suite de cette décision, le parti socialiste EDEK retire ses deux ministres (Défense nationale et Éducation nationale) du gouvernement.

17 janvier: Le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem déclare soutenir la proposition de Rauf Denktash de constitution à Chypre d'une Confédération formée de deux États souverains.

1er février : Condamnation à 3 ans de prison de deux agents israéliens arrêtés à Chypre le 7 novembre 1999 et accusés d'espionnage.

2 février: Visite à Chypre du Commissaire européen Hans Van Der Broek qui affirme qu'il y a des progrès dans le processus d'adhésion de Chypre à l'UE.

8 février: Les ministres de la Défense nationale de Grèce et de Chypre annoncent la signature d'un accord sur le déploiement des missiles russes S-300 sur le territoire de la Crète.

17 février: Rencontre à Washington entre le ministre chypriote des Affaires étrangères, Ioannis Kassoulidès et le Secrétaire d'État américain, Madeleine Albright qui déclare que "les États Unis soutiennent fermement les efforts des Nations Unies visant à une solution basée sur une fédération bizonale et bicommunautaire".

25 février: Le Président Cléridès dément la présence à Chypre de camps d'entraînement du PKK et invite les pays européens à vérifier ce fait sur place.

17 mars: Le porte parole du ministère russe des Affaires étrangères, Vladimir Rachmanine condamne l'intention affichée par Rauf Denktash de procéder progressivement au peuplement de Famagouste, ville vide d'habitants depuis l'intervention militaire turque de l'été 1974.

22 mars: Remaniement ministériel suite à la démission du porte parole du gouvernement et du ministre de l'intérieur. Sont nommés: Takis Cléridès, ministre de l'Économie et des finances, Christodoulos Christodoulou, ministre de l'Intérieur et Costas Serezis, porte parole du gouvernement.